

ALAIN JUPPÉ À PROPOS DES RELATIONS ALGÉRO-FRANÇAISES

«Il n'y a pas de dossiers qui fâchent»

Les nombreuses saillies d'embrouille qui ont de tout temps marqué la relation algéro-française semblent s'aplatir. Les diplomates des deux pays parviennent à parler d'un ton conciliant, même si, du côté de l'Hexagone, l'attitude reste à l'inflexion quant à la question de la repentance pour les crimes coloniaux. Alain Juppé, le ministre français des Affaires étrangères et européennes, était jeudi à Alger pour évoquer «une embellie» dans la relation entre les deux pays mais aussi inviter à ne pas «ressasser indéfiniment le passé».

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Si Bernard Kouchner ne fut pas le bienvenu en Algérie, Alain Juppé, lui, a eu, a-t-il dit, un accueil chaleureux, avec en prime une audience à la présidence de la République. La conjoncture régionale a certainement grandement aidé à cette décrispation diplomatique qui a trop souffert des reliquats historiques. La situation en Libye et ses implications sécuritaires dans la région du Sahel où la France a des intérêts et le processus de paix au Proche-

Orient pour lequel la France a préparé une feuille de relance sont, en plus de la coopération économique bilatérale qui a repris du tonus ces derniers temps, autant de dossiers ayant dicté cette disponibilité à l'effort diplomatique de part et d'autre. Le chef de la diplomatie française, s'agissant de la crise libyenne, a affirmé, lors de la conférence de presse conjointe, à la résidence El Mithak, avec son homologue algérien, Mourad Medelci, que «la France est favorable à une solution poli-

tique». Le propos d'Alain Juppé peut paraître comme un recadrage d'option et une mise en phase avec la position algérienne. Que non ! La solution politique à laquelle la France pense, a spécifié Juppé, interviendrait comme un dernier acte d'une feuille de route qui suppose d'abord un cessez-le-feu concret, un déploiement des forces de l'ONU mais surtout une décision de Kadhafi de s'écarter du pouvoir.

Autrement dit, la solution politique n'interviendrait, dans l'entendement de l'Hexagone, qu'une fois que les forces de l'Otan, qui sont au demeurant à l'œuvre, auraient fait le ménage. A propos de l'intervention militaire de l'Otan en Libye,

Alain Juppé dira que «la communauté internationale s'est agrandie en intervenant pour éviter les massacres des populations» et que cette intervention est conforme aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Amené à commenter la position algérienne par rapport à la crise libyenne, le chef de la diplomatie française a souligné que «l'Algérie inscrit son action dans le strict respect des résolutions du Conseil de sécurité». A l'occasion, il devait aussi infirmer, ferme, que l'Algérie ait envoyé des mercenaires pour épauler le régime de Tripoli dont l'accusait itérativement le Conseil de transition libyen (CNT).

Un enjeu dénommé Sahel

La sécurité au Sahel ne préoccupe pas les seuls pays de la sous-région. La France s'en préoccupe tout autant. «La France a des intérêts importants



Alain Juppé et Mourad Medelci lors de la conférence de presse conjointe à Alger.

au Sahel et est, par ailleurs, ciblée par le terrorisme dans la région», a souligné Juppé qui, au passage, a fait état de la disponibilité de son pays à appuyer l'initiative des quatre pays, l'Algérie, le Mali, le Niger et la Mauritanie, de lutter conjointement contre le terrorisme et la grande criminalité.

Alain Juppé a souligné la disponibilité de la France «à prendre part aux prochaines réunions avec les principaux partenaires à ce sujet», ajoutant que même si la France n'est pas un pays du Sahel, elle entretient cependant des relations étroites avec la plupart des pays de la région. Il a indiqué, en outre, que l'Union européenne est également impliquée, à travers le plan Sahel, dans la lutte contre le terrorisme au Sahel africain.

Il n'y a pas de dossiers qui fâchent

Le ministre français des Affaires étrangères a indiqué qu'entre la France et l'Algérie, il n'y a pas de dossiers qui fâchent.

Ceci même s'il a préféré clore définitivement la question de la repentance réclamée par certains milieux en Algérie.

«Nous avons reconnu le caractère injuste de la colonisation. Cependant, la France ne s'engage pas dans une attitude de repentance. Cessons de ressasser indéfiniment le passé et projetons-nous vers une construction d'avenir», a-t-il affirmé.

Alain Juppé a évoqué le dossier du nucléaire pour lequel un nouveau responsable a été nommé afin de lancer la phase

de décontamination. Il a aussi annoncé la mise sur pied d'un groupe de travail pour prendre en charge le dossier des archives de la guerre de libération que la France devra ouvrir l'an prochain. Même la position de l'un et de l'autre pays vis-à-vis de la question du Sahara occidental ne serait pas un dossier qui fâche.

Alain Juppé a souligné qu'il «m'a été clairement indiqué que la question du Sahara occidental n'est pas de nature à nuire aux relations entre les deux pays (Algérie et Maroc, ndr)».

Aussi a-t-il jugé les relations algéro-marocaines dans «une approche constructive et positive» et que son pays «ferait tout pour aller dans ce sens et instaurer un climat de confiance et d'amitié».

S. A. I.

RECONNAISSANCE DU CNT PAR L'ALGÉRIE ?

L'Algérie se conformera à la décision de l'UA, selon Medelci

Le ministre algérien des Affaires étrangères, Mourad Medelci, a affirmé jeudi, lors de la conférence de presse conjointe avec Alain Juppé, que l'attitude de l'Algérie vis-à-vis du CNT libyen reste adoptée par l'Union africaine.

Disant cela, il répondait à une question relative à la reconnaissance du CNT par l'Algérie. Autrement dit, comme pour le gel de la participation de la Libye à la Ligue arabe, l'Algérie se conformera, s'agissant de la reconnaissance ou pas du CNT, à la décision de l'Union africaine qui pilote une feuille de route pour une solution politique à la crise libyenne.

S. A. I.

LE CHEF DE LA DIPLOMATIE FRANÇAISE ALAIN JUPPÉ EN VISITE À EL BAHIA

Pour redynamiser le jumelage entre Oran et Bordeaux

Après sa visite de travail qui l'a mené à Alger, le chef de la diplomatie française, M. Alain Juppé, s'est rendu ce jeudi après-midi à Oran, accompagné de son homologue algérien, M. Mourad Medelci, où il a effectué une visite dans le cadre du jumelage entre Oran et Bordeaux, dont il est le maire.

Lors d'une rencontre qui a eu lieu au Centre culturel français entre le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et européennes de la France, et également maire de Bordeaux, M. Alain Juppé, et une vingtaine d'étudiants, ces derniers avaient choisi de poser des questions autour de diverses questions d'actualité.

S'agissant de sa visite à Oran, l'intervenant dira : «Il s'agit là d'une double visite, la première qui a eu lieu à Alger, en ma qualité de ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et la seconde, ici à Oran, en tant que maire de Bordeaux. Comme vous le savez, en 2003,

il y a eu la signature d'un partenariat entre Bordeaux et Oran qui s'était construit eu égard à la relation franco-algérienne, dans le cadre plus général de la relance bilatérale. Depuis, il y avait quelques lenteurs, d'où ma venue pour redynamiser ce jumelage.»

Durant cette visite, c'est en sa qualité de maire de Bordeaux que M. Alain Juppé a rencontré le maire Mohamed Zineddine Hassam, élu en novembre 2010, pour discuter de projets communs aux deux

villes. C'est ainsi que de nouvelles pistes de jumelage ont été abordées à l'exemple d'échanges entre instituts de soin pour le cancer, des échanges entre les conservatoires de musique, la réhabilitation urbaine, ou encore des échanges avec le CHU Oran,

tout en poursuivant l'appui à la vie associative.

La visite en mars dernier du président de l'APC d'Oran à Bordeaux a été l'occasion de faire le point exhaustif des projets engagés et surtout de tracer des perspectives quant aux projets qui pourraient être développés (ou relancés) dans les années à venir entre les deux villes.

Avec notamment la mise à profit de l'expérience acquise par la ville de Bordeaux dans le domaine de la rénovation urbaine et la protection du patrimoine. Il sera égale-

ment question de poursuivre l'accompagnement de l'action des associations oranaises : Santé Sidi El Houari et Bel Horizon.

Au menu de ce jumelage qui se veut plus dynamique, l'appui à la rénovation de la façade de l'Hôtel de Ville d'Oran et bien d'autres projets communs a été soulevé.

S'agissant de cette coopération entre les deux villes, M. Alain Juppé, maire de Bordeaux dira : «Je tiens beaucoup à la coopération décentralisée qui donne à notre relation un caractère humaniste et de proximité.»

M. Alain Juppé s'est dit très satisfait de sa visite en Algérie qu'il a qualifiée d'excellente et d'ajouter : «J'ai eu des entretiens riches avec le président de la République, ainsi qu'avec le Premier ministre et mon homologue algérien.

Avec un constat que les relations entre l'Algérie et la France vivent une période d'embellie, il n'y a pas de conflit entre nos deux pays, même si certains désaccords existent, ce qui est tout à fait normal.»

Amel B.

ACCORD D'ASSOCIATION UNION EUROPEENNE-ALGÉRIE

Jointures de juin

Les négociateurs algériens avec Bruxelles avaient reçu, à l'époque, pour instruction d'aboutir avec Bruxelles. Conclusion, coûte que coûte, l'accord d'association avec les Européens.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari.

L'Algérie, dans une conjoncture économique très défavorable, joua le jeu et accepta les conditions du processus de Barcelone, le géniteur du traité portant le nom de la capitale catalane. C'est pourtant l'Europe, la Commission européenne, rele-

vons-le, l'exécutif des 27 qui porta les coups de canif, les ruades au généreux traité inter-méditerranéen.

L'Algérie, pas irréprochable par ailleurs concernant ses dispositions à respecter les clauses du traité, n'est cependant pas responsable du surplace barcelonais. C'est Bruxelles, et lui seul, qui porte la responsabilité du presque échec du généreux et intéressant pacte de la Costa Brava. Les évolutions dans le flanc sud de la mer d'Ulysse, de Galilée et du Printemps arabe redistribuent les cartes et peuvent amener l'Europe, si égoïste, si unilatéraliste, à plus de clairvoyance. Les échos qui parviennent des tables des négociations entre l'Algérie et l'Union européenne, lors de ces

rounds de juin, indiquent des éclaircies.

Barroso, président de la Commission, flanqué de Barcelone de deux autres entités juxtaposées, marchant l'une sur l'autre et les deux piétinant Barcelone. La politique européenne de voisinage dite PEV et l'Union pour la Méditerranée (UPM). Les sirènes dont regorgent la mer Méditerranée ont, depuis, entamé leur chant, enchanteur, certes, mais fatal pour ceux qui s'y laissent berner. Les riverains du Sud, désargentés et dépouillés de tout garde-fou, n'ont pu que constater les dégâts. Où commence Barcelone et où s'arrêtent les PEV et UPM, que de signes, que de traités pour une mer devenue enjeu plané-

taire. Sur le démantèlement tarifaire (levée de toutes les barrières douanières) auquel l'Algérie est réticente, il se murmure que des compromis sont possibles.

Pour le reste, néanmoins, et s'agissant de notre pays, s'il est vrai que Barcelone est contraignant, par quelque bout que l'on prend les choses, une seule option, un seul chemin.

Celui des réformes structurelles. Engageantes. Déchirantes. Sérieuses. Avec ou sans l'accord d'association. Ce mois de juin, reprise des négociations entre l'UE et l'Algérie à Bruxelles. Est-ce, sera-ce le début du printemps économique algérien ?

A. M.